

**SECRETARIAT  
GENERAL**

Direction de  
l'Aménagement de  
l'Équipement et des  
Moyens

Service Aménagement et  
Urbanisme

Bureau Planification et  
Aménagement

1 rue Edouard Unger -  
Vallée-du-Tir  
BP L1  
98849 NOUMEA CEDEX

Téléphone :  
20 30 40

Courriel :  
daem.sau@province-  
sud.nc

affaire suivie par  
Clémence Canivet

N° 47401-2021/22-  
ISP/DAEM

**REVISION DU PLAN D'URBANISME DIRECTEUR DE LA FOA**

**Comité d'études du jeudi 1<sup>er</sup> février 2024**

Objet : présentation du projet de plan d'urbanisme directeur révisé avant enquête administrative

**PARTICIPANTS**

• *Membres présents :*

Monsieur Christophe VERGÈS, secrétaire général adjoint en charge du pôle transition écologique, représentant Madame la présidente de l'assemblée de la province Sud, et président du comité d'études,

Mesdames Nina JULIE et Amandine DARRAS, Monsieur Jean-Gabriel FAVREAU, membres de l'assemblée de province, désignés par cette dernière dans le respect du principe de la représentation proportionnelle des groupes politiques qui y sont représentés ;

Monsieur Lionnel BRINON, conseiller provincial, 1<sup>er</sup> adjoint au maire de la Commune de La Foa et maire par intérim de la Commune de La Foa,

Monsieur Michel SANTACROCE, 3<sup>ème</sup> adjoint au maire de la Commune de La Foa,

Madame Myriam GALLOIS, représentante de la chambre d'agriculture et de la pêche,

Monsieur Steven MERIADEC, responsable de la cellule habitat et urbanisme du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et représentant le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Madame Aurélie ARROYAS, représentant Monsieur le directeur de l'agence de développement rural et d'aménagement foncier en Nouvelle-Calédonie,

Madame Julie DELECOUR, chef du service aménagement et urbanisme de la province Sud,

• *Assistaient également :*

Madame Marion ROY, secrétaire générale de la mairie de La Foa,

Madame Virginie LAIGRET, responsable du bureau planification et aménagement du service aménagement et urbanisme de la province Sud,

Madame Clémence CANIVET, chargée d'études au bureau planification et aménagement du service aménagement et urbanisme de la province Sud,

Monsieur Jeremy LATRASSE, bureau d'études ATHANOR Calédonie,

Monsieur Lionel FORNO, bureau d'études ENVIE,

Monsieur Laurent FAYARD, représentant la direction de la culture de la jeunesse et des sports de la province Sud,

Madame Aurélie ROUTIER, cellule habitat et urbanisme du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Madame Julie VINCIGUERRA, représentante de la direction du développement durable des territoires.

## **OUVERTURE DE SEANCE**

Monsieur VERGÈS ouvre la séance à 9h38 et, après avoir fait un tour de table, présenté le contexte et l'objet de la réunion, propose à Monsieur le maire par intérim de la Commune de La Foa de prendre la parole avant la présentation du projet de PUD par le bureau d'études.

Monsieur BRINON rappelle l'importance qu'attache la Commune dans la révision de son PUD, avec une forte attente des administrés. La Commune est impatiente de passer à l'étape suivante qu'est l'enquête administrative, en vue de finaliser le PUD et de mettre en œuvre les révisions nécessaires pour la Commune.

Monsieur VERGÈS donne ensuite la parole au bureau d'études ATHANOR pour présenter le projet de PUD.

Le support de présentation projeté est joint au présent compte rendu.

## **RELEVÉ DES ECHANGES**

À la suite de la présentation, Monsieur VERGÈS remercie le bureau d'études puis ouvre les discussions et invite les participants à poser leurs questions ou à formuler leurs observations.

Monsieur FAYARD questionne la Commune sur l'intérêt porté sur la partie GDPL située sur zone sud de la commune, vers Ouatom.

Monsieur SANTACROCE répond que le GDPL n'a pas approché la Commune pour un quelconque développement.

Monsieur FAYARD souligne, que lors d'une révision d'un PUD, il est important d'apporter une réflexion globale du territoire sur le long terme (dix à quinze ans). Il ajoute qu'une étude pourrait être ajoutée aux servitudes du PUD sur la création d'un barrage dans le fond de la vallée de Pocquereux en vue d'un approvisionnement en eau pour une agriculture raisonnée et pour éviter le mitage de l'agriculture.

Concernant les GDPL, Monsieur VERGÈS précise que le PUD n'a pas vocation à se prononcer sur les terres coutumières. Bien que l'on soit amené à s'interroger sur l'aménagement et le développement de l'ensemble du territoire communal, les terres coutumières sont exclues des règlements des PUD, expliquant ainsi que ces zones ne soient pas mentionnées dans la présentation.

Monsieur FAYARD évoque le potentiel de certains sites, comme les anciens carrés des voyageurs, ces équipements situés à l'entrée nord de la commune qui étaient des espaces de transit pour le bétail. Un travail pourrait être apporté sur ces espaces connus, mais aujourd'hui non identifiés, afin de les faire apparaître comme éléments d'intérêt patrimoniaux et/ou architecturaux, ou pour un futur développement économique et touristique.

Madame DARRAS revient sur la volonté de la Commune de valoriser le bord de mer à Ouano avec la proposition d'un lotissement donnant un accès direct à la plage. Elle se questionne sur la prise en compte de ce projet face aux problématiques d'érosion du littoral et de la montée des eaux. Elle rappelle que cette problématique touche de nombreux habitants qui perdent leurs fonciers touchés par la montée des eaux. Pour de nouvelles constructions, il est alors important d'envisager un recul suffisant, une bande de sécurité située au-delà de la zone de 81,20 mètres.

Monsieur LATRASSE explique qu'une bande de recul de 50 mètres a bien été appliquée

pour l'implantation du projet de lotissement, lui-même situé à 150 mètres du bord de mer donc largement en retrait, laissant ainsi la place pour des activités touristiques.

Madame DARRAS s'interroge sur la compatibilité de la valorisation des terres agricoles sur la presqu'île Lebris et leurs besoins en ressources en eau face à la problématique de la remontée du biseau salé.

Monsieur LATRASSE répond que la zone résidentielle et la zone AC2 se situent au-delà de la zone du biseau salé.

Monsieur BRINON ajoute que la Commune a commencé à investir dans un renforcement AEP sur la presqu'île Lebris et qu'aucun forage n'est prévu pour ne pas augmenter le risque de remontée du biseau salé. Pour soutenir le réseau AEP, un projet de dessanisateur d'eau de mer est à venir puis d'autres investissements seront à penser tels que des bassins de stockage. Il n'y a donc aucun risque qu'il y ait une augmentation de l'impact et de la progression du biseau salé sur la presqu'île Lebris.

Monsieur VERGÈS précise que le recul du littoral est un sujet d'actualité qui touche l'ensemble du territoire. Suite aux échanges menés avec diverses associations environnementales, une démarche sera lancée, à la demande de l'exécutif provincial, pilotée par la DDDT et avec la participation de la DAEM. Cette démarche portera sur des solutions fondées sur la nature qui pourraient être proposées aux particuliers pour lutter contre le recul du trait de côte, par l'utilisation de moyens naturels.

Monsieur MERIADEC explique que les terres coutumières, bien qu'elles ne soient pas intégrées dans la partie réglementaire d'un PUD, peuvent être évoquées dans le rapport de présentation. Les données sur terres coutumières peuvent servir à la compréhension globale du territoire. Concernant la gestion des risques, monsieur MERIADEC informe que la Nouvelle-Calédonie a répondu à l'appel à projet Fonds vert, portant sur la connaissance et l'évolution du littoral, sujet qui nécessite dans un premier temps d'avoir la donnée de base sur la nature du littoral. Pour cela, la démarche soutenue serait de disposer d'un levé de type Litto 3D du relief du trait de côte, permettant ainsi d'évaluer les évolutions potentielles du trait de côte et de son érosion. Il existe aujourd'hui une dizaine de programmes scientifiques sur les sujets d'adaptation aux changements climatiques, notamment le programme PEBACC+, la cellule de l'habitat et de l'urbanisme milite pour que les acteurs se concertent entre eux et que les études soient combinées et non similaires.

Monsieur FAYARD évoque la gestion du risque de feux de brousse dans certaines vallées et sur les lignes de crête classées en zone ANC (agricole non-constructible) qui nécessiteraient l'installation de pare-feu et des accès pompiers. Monsieur FAYARD ajoute qu'il faudrait avoir une réflexion globale, pour l'ensemble du territoire, sur la légitimité de classer en non-constructibles certaines zones déjà brûlées et sans intérêt faunistique ou floristique. Le classement ANC peut alors pénaliser les occupants et rendre difficile l'accès en cas de feux.

Monsieur LATRASSE précise que les équipements d'intérêt général, utiles à la gestion et la prévention des risques de feux, sont autorisés sur l'ensemble de la commune y compris les zones inconstructibles. Le classement en zone non constructible permet, au-delà des risques, de préserver certains grands paysages agricoles, faisant partie du patrimoine de La Foa. Ce zonage s'applique également sur les collines et fortes pentes limitant ainsi les terrassements.

Après s'être assuré qu'aucun membre n'avait de question ou de remarque supplémentaire, Monsieur VERGÈS informe les membres du comité d'études qu'une enquête administrative dématérialisée sera lancée par la province Sud pour une durée de 3 mois à partir de la date de réception des documents par les personnes intéressées. Il propose ensuite au service aménagement et urbanisme de prendre la parole pour soumettre à l'avis des membres du

comité la liste des organismes qui seront consultés dans le cadre de cette enquête (liste jointe au présent compte-rendu).

Madame CANIVET présente la liste des organismes qui seront consultés en enquête administrative.

Monsieur BRINON remercie pour cette présentation et l'implication de tous dans cette démarche de procédure de révision de PUD.

Madame DARRAS souhaiterait savoir si les districts ont déjà eu une présentation du PUD.

Monsieur VERGÈS rappelle qu'une réunion publique va être organisée par la Commune avant l'enquête administrative, puis une enquête publique qui viendra ultérieurement.

Monsieur BRINON ajoute que la direction des affaires coutumières et l'aire Xaracuu seront également consultées pendant l'enquête administrative, qui relayeront directement l'information aux districts concernés.

Monsieur SANTACROSSE précise que l'aire Xaracuu était également invitée à ce troisième comité d'études. Il ajoute que la problématique actuelle d'érosion s'applique également sur les berges de rivières occupées par les habitants souhaitant s'installer au plus près de l'eau. Ce cas est fortement observé sur terres coutumières, mais il est difficile pour la Commune d'engager des solutions ou des déplacements de population. Pour précision, la Commune gère tout le réseau routier, électrique et d'eau sur l'ensemble de la commune, pour l'ensemble de la population de La Foa, y compris sur terres coutumières.

Monsieur VERGÈS remercie les personnes présentes pour leur disponibilité et précise que le projet du procès-verbal du comité d'études sera adressé sous quinze jours.

La séance est levée à 10h28.

Pour la présidente et par délégation,  
le secrétaire général adjoint  
chargé de la transition écologique



Christophe Vergès

*En sa qualité de document préparatoire, ce compte rendu est confidentiel et ne peut être transmis à des tiers avant le rendu public*